

### -Le réseau des femmes en Afrique-

Le réseau de promotion des femmes en Afrique est soutenu par la CTF/FCE (Canada), Lärarförbundet (Suède) et UEN (Norvège). Ce réseau englobe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Mali, la Gambie, le Liberia, la Sierra Leone, le Togo, le Sénégal, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau, le Ghana et le Nigeria.

En janvier et février 2005, des fonds ont été alloués au Sénégal, à la Guinée Conakry, à la Sierra Leone et à la Gambie afin de financer des campagnes nationales de formation et de sensibilisation en vue de faire prendre conscience aux femmes de leur potentiel.

En mars 2005, le bureau régional de l'IE en Afrique inaugurera un réseau de femmes en Afrique centrale (Gabon, Cameroun, Congo, RDC, Rwanda et Burundi).

### -Moldavie-

En coopération avec l'IE et l'UNSA-Education (France) et avec le soutien du British Irish Group [ASTI et INTO (Irlande) et EIS (Ecosse)], le PESTU, le syndicat moldave des enseignants a mis en œuvre une nouvelle phase de son programme de formation. La communication et les négociations ont été les thèmes centraux des séminaires organisés à Chisinau et dans d'autres régions du pays. Plus de

200 enseignants ont assisté à ces formations. La participation des enseignantes a été exceptionnelle. Aujourd'hui, un grand nombre de femmes occupent des postes politiques et administratifs de premier plan au sein de leur syndicat. Des résultats similaires sont escomptés pour 2005.

### -Ukraine-

L'organisation ukrainienne des enseignants VPONU continue à se développer dans l'ensemble du pays. L'IE y a organisé deux ateliers de formation des dirigeants et dirigeantes syndicaux. Dix régions et plus de vingt-cinq dirigeants syndicaux ont participé à ces ateliers, qui se sont déroulés à Ternopil et à Kirovohrad. Le soutien du British Irish Group a été déterminant pour permettre cette formation qui conduira à une démocratisation et une plus grande indépendance du syndicat enseignant.

### -Irak-

Le syndicat irakien des enseignants, ITU, a établi des relations de coopération avec l'IE et l'AFT (Etats-Unis). Des séminaires de formation ont eu lieu en août 2004 et en janvier 2005. Des membres du syndicat kurde des enseignants, le KTU, y ont participé. En février 2005, des discussions ont débuté sur la mise en œuvre d'un projet conjoint avec l'IE, qui sera axé sur la négociation collective, la dimension de genre et l'enseignement supérieur.

### -Réunion de novembre 2004 sur la coopération au développement-

La réunion annuelle de l'IE sur la coopération au développement s'est déroulée à Bruxelles les 17 et 18 novembre 2004. Des membres du personnel du siège et de tous les bureaux régionaux de l'IE étaient présents à cette réunion, tout comme 25 représentants des syndicats suivants: AEU (Australie), AFT (Etats-Unis), AOb (Pays-Bas), CTF/FCE (Canada), DLF (Danemark), F.E.CC.OO. et FETE/UGT (Espagne), FENPROF (Portugal), JIU (Japon), Lärarförbundet (Suède), NEA (Etats-Unis), NUT (Royaume-Uni), OAJ (Finlande), SNES et UNSA-Education (France) et UEN (Norvège).

Les discussions franches et constructives ont abordé des thèmes comme les stratégies de communication entre partenaires de la coopération, l'intégration de la dimension de genre dans les projets de coopération au développement, la définition et la mise en œuvre d'une coopération de qualité et les aspects financiers de la coopération au développement. Les partenaires de la coopération ont convenu de renforcer la communication et l'échange d'information afin d'éviter les duplications dans les projets et le financement et d'accroître la transparence. A cette fin, chaque organisation devrait transmettre son programme de travail au siège de Bruxelles de l'IE et aux bureaux régionaux concernés. En outre, il a été convenu que les objectifs relatifs à l'égalité entre hommes et femmes soient être intégrés dans tous les projets.

Un comité de planification a été mis sur pied afin de préparer la réunion de l'an prochain sur la coopération au développement. Ce comité se compose de Cassandra Hallet (CTF/FCE), Paula Nilsson (Lärarförbundet), Nicolás Richards (IE), Carmen Vieites (FETE/UGT) et Jefferson Pessi (bureau Amérique latine de l'IE). Tous les partenaires de la coopération sont invités à transmettre leurs idées pour la prochaine réunion sur la coopération au développement avant la fin du mois d'avril 2005.

Faites-nous connaître vos projets, programmes et suggestions. Il est très important pour l'équipe de coopération au développement d'être en contact permanent avec les membres de l'Internationale de l'Education.

nicolas.richards@ei-ie.org  
juliane.rethorst@ei-ie.org



Education International  
Internationale de l'Education  
Internacional de la Educación

<http://www.ei-ie.org>



## Fonds de solidarité de l'IE

*L'unité de l'IE chargée des programmes de coopération tient à remercier toutes les organisations membres pour leur contribution au Fonds de solidarité de l'IE et pour avoir ainsi exprimé leur solidarité avec les collègues et leur famille qui ont été victimes de catastrophes en 2004.*

*En 2004, le monde a vécu des événements traumatisants, tels que le massacre à l'école de Beslan, les cyclones dans les Caraïbes et le tsunami en Asie, pour ne citer que les plus graves. L'Internationale de l'Education a réagi à ces catastrophes en puisant dans son Fonds de solidarité pour apporter une aide financière d'urgence aux enseignants affectés.*

*Voici un bref aperçu des actions que l'Internationale de l'Education a menées et entend mener dans les régions affectées.*



### -Programme d'aide aux victimes du tsunami-

Le tsunami du 26 décembre a eu des effets dévastateurs sur l'éducation. Plus de 75 000 enseignants ont été touchés et des centaines d'écoles ont été détruites.

À l'initiative de l'IE, une mission exploratoire syndicale internationale a été dépêchée dans les régions les plus affectées, notamment Aceh en Indonésie et Galle au Sri Lanka du 16 au 22 janvier. Cette mission était dirigée par le Secrétaire général de l'Internationale de l'Education, Fred van Leeuwen. Il était accompagné du coordinateur régional principal de l'IE pour l'Asie/Pacifique, Aloysius Mathews, ainsi que de représentants d'organisations membres de l'IE et du mouvement syndical international.

Grâce aux rencontres avec des organisations syndicales et des victimes du tsunami, la mission des Global Unions a identifié quatre axes importants des programmes de solidarité syndicale:

- l'aide doit viser la reconstruction des logements de milliers de personnes déplacées et la reprise d'un travail;
- des centaines de milliers d'enfants frappés par le tsunami doivent retourner à l'école dès que possible pour surmonter leur traumatisme;
- la reconstruction ou la réparation des logements des travailleurs et des bureaux syndicaux doit commencer sans tarder;
- les syndicats doivent contribuer à garantir une distribution équitable de l'aide et lutter contre l'exploitation et les violations des droits humains et syndicaux qui se font jour depuis le tsunami.



Le rapport complet de la mission exploratoire est disponible sur le site de l'IE: <http://www.ei-ie.org/tsunami>

### La reconstruction débute

L'Internationale de l'Education axera spécifiquement son aide sur des programmes de reconstruction ou de réparation de bâtiments scolaires et de fourniture de matériel scolaire.

Le 24 février, l'IE et Oxfam Pays Bas (NOVIb) ont signé un accord avec le gouvernement du Sri Lanka afin d'aider à la reconstruction de 12 écoles dans différents districts dans le cadre des programmes sri lankais de remise en état de l'éducation.

Le coût de ce programme est estimé à 5,7 millions d'euros et sera supporté par Oxfam Pays Bas (NOVIb) et l'IE. Le programme a été lancé par les syndicats enseignants membres de l'IE au Sri Lanka, à savoir ACUGET, ACUT, ACUT (G), CTTU, SLITU et USLTS. Un comité a été institué pour surveiller la mise en œuvre du programme et est présidé par la Présidente de l'All Ceylon Union of Teachers (ACUT), Angela Wijesinghe.

Le programme de reconstruction prévoit également des programmes de parrainage et de bourses ainsi que des cours accélérés de soutien psychologique pour les enseignants afin d'aider les personnes traumatisées. Les organisations membres peuvent participer à ce programme en «parrainant» des écoles, en créant des programmes de jumelage ou en contribuant à la fourniture de matériel scolaire.

(...)

## Fonds de solidarité de l'IE

(...)

En Indonésie, le coordinateur régional principal de l'IE, M. Aloysius Mathews, qui vient de rentrer d'une mission dans la province d'Aceh, coordonnera les programmes de reconstruction, d'aide aux orphelins et d'octroi de bourses avec l'organisation membre de l'IE, le syndicat enseignant PGRI.

### -Fondation pour Beslan-

Lors de la Journée mondiale des enseignants, le Secrétaire général de l'IE, Fred van Leeuwen, et la Présidente du syndicat russe des enseignants (ESEUR), Galina Merkulova, ont rendu visite aux survivants de l'attaque terroriste menée contre l'école n°1 de Beslan. Après s'être entretenus avec les enseignants survivants et les familles des enseignants tués lors de l'attaque, l'IE et ESEUR ont décidé de créer une Fondation pour Beslan. Cette fondation a été créée pour une durée illimitée et est constituée en



fondation internationale. L'objet de la fondation est de contribuer aux frais d'éducation des victimes et, en particulier, des enfants des enseignants qui ont perdu la vie.

La fondation sera gérée par un conseil d'administration composé d'au moins 4 membres. Dès que les administrateurs auront été désignés en mai 2005, la fondation commencera ses activités de soutien.

### -Solidarité avec les Caraïbes-

Entre le mois d'août et le mois d'octobre 2004, les Caraïbes ont été frappées par une série de cyclones. De Charley, Frances, Jeanne et Ivan, ce dernier est le plus violent que les Caraïbes aient connu au cours de la décennie écoulée. L'ouragan s'est abattu sur la région pendant plus d'une semaine, rasant les maisons, endommageant les bâtiments et infrastructures et faisant au moins 30 victimes. Les îles les plus touchées ont été Haïti, la Grenade, les Bahamas, la Jamaïque, la République dominicaine et Cuba. Plusieurs enseignants ont été tués et les maisons de centaines d'entre eux ont été détruites.

Le 21 novembre 2004, les îles de la Dominique, l'un des pays les plus pauvres de la région, et de la Guadeloupe ont été secouées par un fort tremblement de terre, qui a tué au moins une personne et détruit de nombreuses maisons.



En Guyane, trois jours de pluies torrentielles, qui ont débuté le 14 janvier 2005, ont provoqué de graves inondations et touché plus de 150.000 personnes. C'était la troisième fois depuis décembre que des pluies provoquaient des inondations dans la capitale Georgetown et d'autres villes côtières. Le syndicat des enseignants de Guyane a perdu tout son matériel de bureau et ses archives étant donné que les locaux ont été totalement noyés sous les flots.

Ces catastrophes ont durement affecté les petits syndicats d'enseignants de la région, en termes de ressources humaines et financières. La gestion des catastrophes naturelles a mis entre parenthèses toutes les autres activités syndicales.

Grâce aux contributions financières importantes versées par l'Internationale de l'Éducation et ses organisations membres (NEA, Lärarförbundet et CTE/FCE), les enseignants des régions sinistrées sont désormais en mesure de reconstruire des maisons, des écoles et des bureaux. Cependant, les enseignants de Guyane et de Haïti sont toujours exposés à de graves risques sanitaires liés aux inondations.



Le bureau régional de l'IE dans les Caraïbes collabore avec la CUT afin d'élaborer des méthodes destinées à préparer les dirigeants des syndicats enseignants à faire face et à gérer les conséquences des catastrophes naturelles. La gestion des catastrophes est considérée comme une priorité de la formation des dirigeants syndicaux de la région. Les leaders syndicaux et les enseignants doivent être prêts à répondre aux conséquences psychologiques, physiques, sociales et économiques des catastrophes futures.

Amérique latine

### Impact de la coopération bilatérale et multilatérale sur l'enseignement public en Amérique latine

Le bureau régional de l'IE en Amérique latine a lancé un programme en vue d'évaluer l'impact des projets d'éducation en Amérique latine. Ce programme a été approuvé et financé par deux institutions financières internationales, la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Le programme se penchera également sur la coopération bilatérale entre les pays européens et les gouvernements d'Amérique latine depuis 1990.

L'objectif du programme est de mesurer l'impact de la coopération bilatérale et multilatérale dans l'éducation au cours d'une période où l'Amérique latine a conduit des réformes dans ce secteur.

Ces quinze dernières années, l'enseignement public s'est détérioré en Amérique latine. Depuis 1990, les institutions financières internationales ont financé divers programmes et projets visant à décentraliser et à réformer le système éducatif en alléguant que l'enseignement public devait être privatisé et commercialisé.

Dans quelle mesure la coopération bilatérale et multilatérale a-t-elle contribué à la détérioration du système éducatif public en Amérique latine? Telle est la principale question à laquelle le nouveau programme d'évaluation tente de répondre.

Avec le soutien financier du syndicat norvégien des enseignants, l'UEN, et la centrale syndicale néerlandaise FNV, la première étude portera sur l'impact des projets financés par la Banque mondiale au Nicaragua, au Honduras et en Bolivie. Ces trois pays ont été choisis parce qu'ils viennent d'être désignés comme prioritaires par la Banque mondiale pour la mise en œuvre de nouveaux projets dans le cadre de l'Initiative de mise en œuvre rapide (FTI) de l'objectif Education pour tous (EPT).

Les résultats de l'évaluation aideront certainement les syndicats d'enseignants d'Amérique latine affiliés à l'IE à contrer les effets négatifs des projets menés par les institutions financières internationales dans le secteur de l'éducation.

## Europe centrale et orientale

### -Processus de réconciliation dans la région des Balkans-

Bien que les tensions ethniques aient diminué dans la région des Balkans ces dernières années, beaucoup reste à faire en matière de réconciliation dans le secteur de l'éducation.

En Croatie, un programme a été mis en œuvre en 2004 dans le but d'établir des liens dans le domaine de l'éducation entre les communautés serbe et croate de la région de Vukovar. Ce programme était coordonné par la Confédération européenne des syndicats (CES) et soutenu par l'IE et deux de ses membres, l'AOb (Pays Bas) et le GEW (Allemagne). Une évaluation aura lieu durant le premier semestre de 2005. Le projet est un exemple positif pour d'autres syndicats de la région.

Au Kosovo, une région qui souffre toujours de graves tensions sociales, un processus de réconciliation a débuté dans le secteur de l'éducation grâce à la coopération du syndicat serbe des enseignants (SOK) et de son homologue albanais (SBASHK). En septembre 2004, une délégation de syndicats enseignants emmenée par l'IE s'est rendue au Kosovo. La délégation était composée de représentants du DLF (Danemark), de l'AFT (Etats-Unis), de l'UEN (Norvège), de l'AOb (Pays Bas) et



de l'IE et a rencontré les plus hautes autorités du pays, à savoir le Premier ministre, des représentants du Parlement, le ministre de l'Éducation et des représentants de la mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Lors de ces rencontres, la délégation a défendu le droit de tous les étudiants du Kosovo à recevoir un enseignement de qualité qui respecte les valeurs essentielles de leurs cultures respectives. La délégation s'est également inquiétée de la violence perpétrée contre les minorités ethniques.

Les syndicats d'enseignants du Kosovo ont assuré qu'ils soutiendraient le processus de réconciliation et ont proposé de créer un centre multiculturel. SOK et SBASHK ont décidé de rendre leur coopération publique lors d'une conférence de presse.

Entre-temps, le SBASHK continue à mettre en œuvre son programme de collecte des cotisations. Ce programme est soutenu par l'UEN, l'AOb et l'IE. En janvier, trois mois seulement après le lancement du programme, 70% des syndicats régionaux d'enseignants avaient commencé à récolter les cotisations et près de 30% des enseignants de la région s'acquittent désormais de leur cotisation.

## Asie-Pacifique

### -Consolider les droits des enseignants au Cambodge-

La promotion des droits des enseignants est l'une des préoccupations premières au Cambodge. Des dirigeants syndicaux ont été assassinés en toute impunité; des militants de l'Association cambodgienne des enseignants indépendants (CITA) ont été menacés ou ont fait l'objet d'intimidations et de harcèlement par le gouvernement parce qu'ils avaient rejoint l'association.

Grâce au soutien de l'Internationale de l'Éducation et du Lärarförbundet suédois, la CITA a gagné en importance et a pu prendre de l'ampleur. Des branches sont désormais ouvertes dans 19 des 22 provinces. Le nombre d'adhérents est passé de 300 en l'an 2000 à 6 000 en 2004. «Nous sommes beaucoup plus forts et nous n'avons pas peur du harcèlement du gouvernement», affirmait le Secrétaire général récemment élu de la CITA, M. Knoung Noung, tout de suite après le deuxième congrès de l'association en novembre 2004.

Afin de résoudre les problèmes liés à la croissance rapide de l'organisation

et de promouvoir la démocratie interne (fondamentale pour la promotion des droits des enseignants dans le pays), il a été convenu que les statuts de la CITA rédigés en 2000 soient modifiés. Le nouveau comité exécutif a demandé à l'IE et au Lärarförbundet de l'aider à modifier ses statuts en 2005.

A la suite de la demande formulée par le comité exécutif de CITA, il a été décidé que la formulation des statuts serait revue dans le cadre d'une série de séminaires, auxquels participeront des dirigeants nationaux et provinciaux. Un projet de statuts a été distribué aux dirigeants et aux membres de la CITA afin qu'ils puissent faire connaître leurs commentaires avant le congrès extraordinaire prévu pour septembre 2005.

Il a également été convenu que l'IE et Lärarförbundet aident la CITA en fournissant des ressources humaines et financières afin que l'adoption des nouveaux statuts se déroule au mieux.

